

Forum des 100

L'économie et ses dénominateurs communs

RECETTES La politique industrielle ou la fiscalité divisent en Suisse. Alors que le protectionnisme ambiant met les entreprises sous pression, l'innovation et les infrastructures semblent davantage transcender les clivages idéologiques

ALINE BASSIN

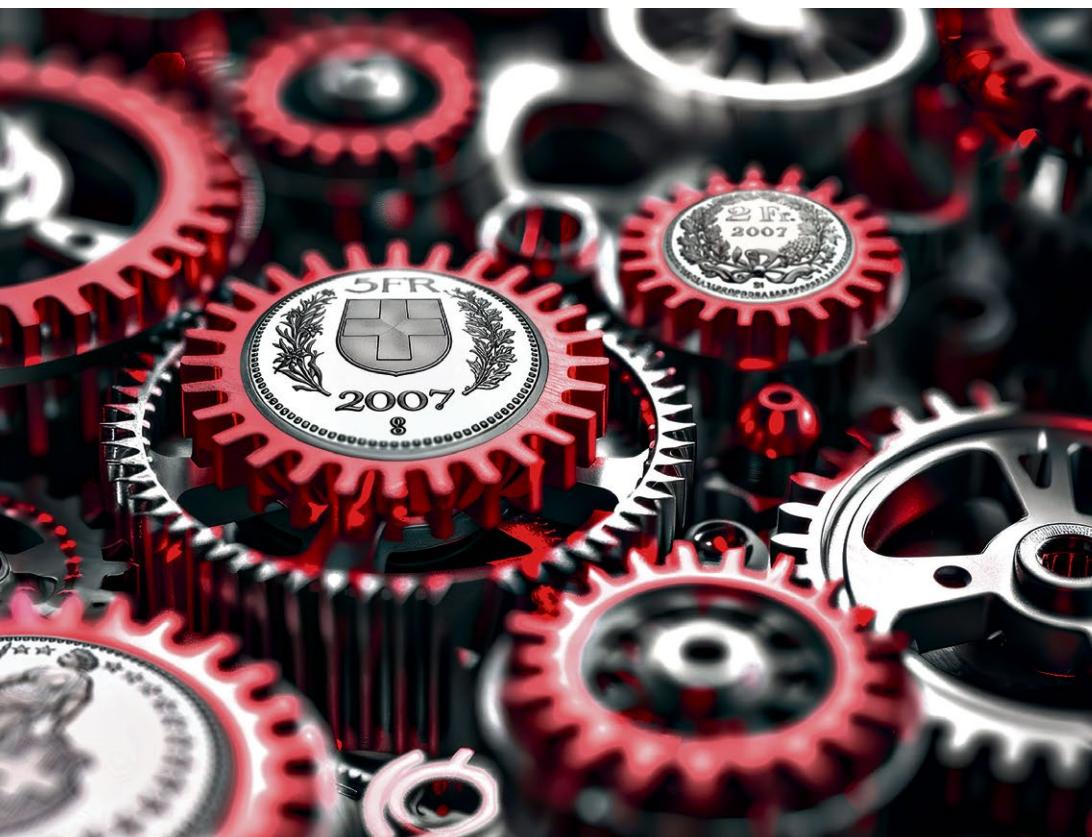
«Qu'on ne me parle plus de résilience!» En septembre dernier, lors du forum de l'association Swiss Export organisé en terres vaudoises, le directeur général du fabricant de peaux de phoque Pomoca, Josep Castellet, a dit tout haut ce que de nombreuses entreprises pensent tout bas, assommées par les droits de douane de 39% décrétés en août par le président américain, Donald Trump.

La succession à un rythme toujours plus rapproché des crises et des chocs fait peser une pression extrême sur l'industrie d'exportation suisse. Si forte que les lignes bougent, faisant vaciller le dogme du libéralisme au sein de certains cercles qui en ont été les chantres. Notant que les règles du jeu économique changent, ils craignent une perte de compétitivité du pays.

«La Suisse est démunie, désorientée et navigue un peu à vue car les critères sur lesquels elle comptait avant ont disparu», observe l'historien Laurent Tissot. A gauche de l'échiquier politique, la situation est moins compliquée puisque ces partis plaident volontiers pour un Etat interventionniste. Dans le camp bourgeois, majoritaire au parlement, le doute est plus palpable, surtout en Suisse romande. Il y a trois semaines, la conseillère d'Etat vaudoise Isabelle Moret incitait la Suisse à «se réveiller» dans une tribune parue dans *Le Temps*. Lors de son déplacement en Inde avec une délégation d'entreprises début octobre, l'élue PLR relevait son inquiétude face à des «conditions-cadres rouillées». Pour aider les PME, le canton a réactivé son fonds de soutien à l'industrie, mais il faut remplir des critères stricts pour avoir droit à une aide.

Une méfiance viscérale

Directeur de Swissmem, Stefan Brupbacher partage les préoccupations de sa collègue de parti. L'organisation faîtière est en première ligne des bouleversements en cours puisqu'elle défend les intérêts de l'industrie des machines, des équipements et des métaux, déjà en récession technique avant le coup de mas-



(KATHRIN FEDERER POUR LE TEMPS)

La succession à un rythme toujours plus rapproché des crises et des chocs fait peser une pression extrême

sue américain. L'association a émis plusieurs revendications qui vont de l'extension des RHT à vingt-quatre mois à l'assouplissement des conditions d'exportation de matériel de guerre ou en allégeant le fardeau bureaucratique des entreprises.

Pas question à ses yeux en revanche de franchir le Rubicon en subventionnant certaines entreprises. «Depuis le XIXe siècle, la Suisse a toujours eu une méfiance envers l'Etat sur le plan économique, éclaire l'historien Laurent Tissot. Depuis

1848, elle s'est opposée à l'interventionnisme et au protectionnisme. Lorsqu'elle a dérogé à ces principes, c'est qu'elle y a été forcée par des circonstances particulières comme des guerres ou des crises économiques. Ces politiques se sont mises en place à la fin du XIXe parce qu'on sentait que le libéralisme tel que conçu n'était plus viable face à la concurrence internationale.»

Une observation qui ressemble de manière troublante à la situation économique mondiale actuelle. Jusqu'à présent, la Confédération a mené une politique commerciale volontariste, déverrouillant des marchés comme la Chine ou l'Inde avant d'autres pays. Mais beaucoup doutent que cet avantage compétitif suffise au vu de l'importance des Etats-Unis et de l'Union européenne dans la balance commerciale helvétique.

Le budget d'Innosuisse réduit

Comment soutenir les entreprises sans buter sur des barrières idéologiques? «La forma-

tion, la recherche et, d'une manière large, l'innovation représentent les domaines dans lesquels il y a une plus forte adhésion en Suisse», observe Laurent Tissot.

Le cri du cœur poussé par Josep Castellet en septembre était justement lâché dans une intervention consacrée à la stratégie de son entreprise en matière d'innovation. Le directeur de Pomoca s'alarmait du fait que la gestion des crises ne lui laissait plus le temps nécessaire pour se concentrer sur cet élément clé lors de ralentissements économiques. Les sociétés doivent pouvoir mettre à profit ces creux pour concevoir de nouveaux produits ou améliorer leurs processus. Selon la dernière enquête semestrielle de Swissmem, 48% des entreprises interrogées indiquaient vouloir investir dans l'innovation ces prochains mois pour améliorer leur compétitivité.

Pour les soutenir, Swissmem préconise une augmentation de 50 millions du budget d'Inno-

suisse. L'agence fédérale pour l'innovation représente en effet le principal outil de la Confédération qui doit venir en décembre avec des propositions d'aide aux entreprises. Avant même cette échéance, Innosuisse a lancé cet été un programme de soutien aux PME qui a rencontré un grand succès avec 270 projets soumis. Mais voilà, celle qui était jadis connue sous le nom de Commission pour la technologie et l'innovation devrait aussi faire les frais du programme d'économies élaboré par le Département fédéral des finances avec une baisse de son budget annuel d'un peu plus de 30 millions de francs.

Le rôle clé des infrastructures

Pour le conseiller national Samuel Bendahan, l'Etat doit aller encore plus loin, en soutenant des secteurs jugés vitaux ou stratégiques mais aussi, parfois, pour stimuler les nouvelles technologies. «Dans certains domaines comme l'intelligence

artificielle, les besoins en investissements massifs, à réaliser une fois, sont énormes et donnent un avantage compétitif à ceux qui les ont consentis. Des PME ou des petits acteurs ne sont pas en mesure de suivre, relève le socialiste vaudois. Cela augmente la concentration du savoir-faire et du pouvoir au sein des grands groupes de la technologie américains. Or nous constatons aujourd'hui les effets néfastes que cette concentration exerce sur la démocratie.»

Et de relever que la Suisse n'est pas «tout à fait à côté de la plaque» puisqu'elle a des infrastructures publiques telles les hautes écoles qui jouent en partie ce rôle. Installé à Lugano, le supercalculateur Alps financé par la Confédération qui a été mis à contribution par les Ecoles polytechniques fédérales pour développer le modèle de langage Apertus est à classer dans cette catégorie. Le très libéral Stefan Brupbacher estime aussi que certains développements technologiques peuvent être soutenus par les pouvoirs publics, citant l'initiative SwissChip FabLab, qui vise à mettre à disposition des entreprises dans le parc d'innovation de Dübendorf (ZH) des infrastructures pour le développement de semi-conducteurs.

D'autres propositions naîtront peut-être des Etats généraux de l'industrie organisés par la Chambre d'économie publique Grand Chasseral le 10 novembre. Région industrielle par excellence, le Jura bernois est très tributaire de ses exportations, une réalité que les statistiques du canton de Berne ont tendance à occulter. Reste à savoir si des mesures de soutien conventionnelles suffiront à empêcher une désindustrialisation du pays ou si les autorités devront à leur tour faire preuve de créativité pour concerter de nouvelles recettes. A l'instar de bien d'autres entrepreneurs, Josep Castellet ne manquera pas de suivre l'évolution de leurs positions, lui qui concluait son intervention par une citation du cinéaste péruvien Alvaro Delgado Aparicio: «Tout comme l'amour, l'innovation ne peut être forcée... ni arrêtée!» ■